

i.A.22.14.7.3. - HK/is

X

X

Presse und Info.

1

wochentx

Wochentelex 47/86 v e r t r a u l i c h

Voyage du Conseiller fédéral Pierre Aubert en Chine

Le Conseiller fédéral Pierre Aubert (CFA) s'est rendu en visite officielle en République populaire de Chine du 11 au 16 novembre 1986. Il s'est entretenu successivement avec MM. Wu Xueqian, Ministre des affaires étrangères, Zheng Tuobin, Ministre des relations économiques et commerciales avec l'étranger, Wu Mingyu, Vice-président de la Commission d'Etat pour la science et la technique, Zhao Ziyang, premier ministre. Il a en outre été reçu en visite de courtoisie par M. Li Xian Nan, Président de la République, ainsi que par les maires de Nanjing et de Shanghai.

Les 16 et 17 novembre, CFA a fait escale à Hong Kong. Il a été reçu par MM. Piers Jacobs, acting chief secretary, et Eric Ho, secretary of trade and industry.

En dehors des entretiens ministériels, M. Silvio Arioli, Délégué aux accords commerciaux, qui était membre de la délégation, s'est entretenu avec des responsables du ministère des affaires économiques extérieures et commerciales. M. Paul-André Ramseyer, Chef du Secrétariat politique, a rencontré M. Huan Xiang, membre du Présidium de l'assemblée nationale populaire et Directeur du centre de recherches sur les questions internationales du Conseil des affaires d'Etat. Enfin, M. Alfred Ruegg, Chef de la Division II au DFAE, a fait une

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: 17.11.1986

Visum:

Tel. intern 30.6

Dodis



visite de travail a M. John Boyd, Conseiller politique du gouvernement de Hong Kong.

Entretiens avec M. Wu Xueqian, Ministre des affaires étrangères (WU)

Conversation a porté tout d'abord sur problèmes principaux que sont paix et développement. Comme on le sait, la République populaire de Chine a procédé, au cours des dernières années, à certains ajustements sa politique extérieure. Récemment encore, la Chine croyait à l'inévitabilité de la guerre. Actuellement, elle estime que si des risques de guerre continuent d'exister, forces de paix se sont accrues dans le monde.

La priorité, pour la plupart états, dont en particulier la Chine, va au développement leur économie et bien-être leur peuple. WU a précisé que développement de Chine se fera au cours de plusieurs générations et que pour ce faire, il est donc nécessaire, s'assurer environnement extérieur paix durable. WU a alors rappelé grandes lignes politique étrangère chinoise, soit quatre principes suivants:

- Chine ne contractera ni alliance ni relation stratégique privilégiée avec l'une des deux super-puissances
- renforcement relations avec tous les états qui composent l'Europe, à l'ouest comme à l'est
- solidarité et coopération avec tiers monde, soutien non-alignement et groupe 77
- relations d'amitié et coopération avec tous les pays du monde sur base cinq principes coexistence pacifique.

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Dans la seconde partie entretiens, avons traité problème central rapports est-ouest. WU qualifie ces rapports en deux mots clefs: Confrontation et dialogue. Il note que, depuis arrivée Gorbatchov au pouvoir, dialogue a pris plus d'envergure. Il faut toutefois noter simultanément que importants différends continuent exister, notamment sur question désarmement, malgré propositions faites de part et d'autre dans ce domaine, et sur conflits régionaux. Son collègue a également fait part ses vues au sujet place dans le monde deux super-puissances. Il estime que la bipolarisation doit faire place à un monde multi-polaire dans lequel petits et grands états auront tous voix au chapitre.

Désarmement:

La Chine, puissance nucléaire, a toujours préconisé destruction complète arsenaux nucléaires. Elle estime toutefois qu'incombe aux deux super-puissances - qui possèdent à elles seules 95 pour cent capacité nucléaire mondiale - d'initier processus désarmement tant nucléaire que conventionnel. Avons constaté ainsi convergence de vues entre position chinoise et suisse. CFA devait ajouter nécessité qu'il y a d'assurer destruction parallèle et totale armes chimiques. A souligné en outre qu'un désarmement quel qu'il soit ne peut être effectué sans que de véritables mesures vérification y soient assorties.

WU a également exprimé l'opposition claire et nette de Chine à tout développement armes spatiales. WU s'oppose tant au programme spatial américain IDS qu'aux efforts accomplis dans ce même domaine par soviétiques.

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

WU a passé en revue relations Chine avec ses voisins, les pays de l'est-européen et les Etats-Unis.

Il va sans dire que les conflits régionaux ont également été abordés dans ce contexte.

Il ressort tableau que WU a brossé, que Chine s'est engagée dans processus réaffirmation de sa personnalité. Elle a profilé sa politique extérieure d'indépendance et de paix afin de mieux assurer réalisation ses objectifs intérieurs devant conduire à édification d'un socialisme aux couleurs chinoises, selon termes WU.

Enfin, CFA et WU ont passé en revue relations bilatérales et constaté qu'étaient excellentes. Sont tombés d'accord pour les améliorer encore dans tous les domaines. Afin renforcer et maintenir dialogue, CFA a invité WU à se rendre en visite officielle en Suisse.

Relations économiques et commerciales:

Entretien avec M. Zheng Tuobin, Ministre des relations économiques et commerciales avec l'étranger (ZT):

Trois sujets ont été abordés:

- le transfert de technologie et investissement
- les relations commerciales
- et le crédit mixte suisse-Chine.

Transfert de technologie et investissements:

Reconnaissons que développement Chine nécessite transfert technologies modernes et le savoir-faire de la part de industrie suisse. Par conséquent, saluons multiples efforts de part et d'autre pour intensifier coopération industrielle. C'est dans cette optique qu'a

été négocié texte "accord concernant la promotion et la protection réciproques des investissements", accord qui a été signé le 12.11.86. Cet accord crée cadre juridique favorable aux investissements suisses en Chine et aux investissements chinois en Suisse.

Reste encore à réaliser "accord de double imposition" qui fait l'objet actuellement de négociations entre Chine et Suisse.

ZT a exprimé la satisfaction son pays pour l'attitude libérale gouvernement et entreprises suisses.

Commerce:

CFA et ZT tombent d'accord pour constater que évolution nos relations commerciales est satisfaisante. En 1985, la Suisse a exporté pour 589 millions francs vers Chine, soit 102,4 pour cent de plus qu'en 1984. La même année, elle a importé pour 218 millions francs, soit 12 pour cent de plus que année précédente. Maintien de la continuité, voire une certaine croissance livraisons suisses est souhaitable. Cela semble être le cas jusqu'à présent pour biens d'investissements. En revanche, depuis cette année, il n'y a plus eu de commandes de montres. CFA a dit à ZT que gouvernement suisse saluerait une reprise d'achat de montres en Suisse par importateurs chinois, achats qui ont été reportés plusieurs fois déjà. Dans domaine de l'horlogerie, nous avons également évoqué problèmes concrets qui touchent l'une ou l'autre de nos entreprises et qui sont actuellement en cours de négociation.

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Du côté chinois, on a mentionné problème déficit commercial qui s'est agrandi cette année. La Chine cherche actuellement des domaines qui lui permettraient d'accroître ses exportations vers la Suisse. Il convient de noter dans ce contexte que Chine bénéficie notre régime d'importations libéral et a été par ailleurs incluse dans système suisse préférences tarifaires en faveur pays en développement.

Crédit mixte:

ZT nous a remerciés ce crédit 80 millions qui est maintenant entièrement engagé. Il s'agit dès lors de réaliser les projets agréés. Ambassadeur Arioli, dans entretiens séparés avec responsables du ministère des relations économiques extérieures et du commerce, a passé en revue détails portant sur exécution des 18 projets financés par ce crédit ainsi que les conditions d'investissement en Chine en général.

Entretiens avec M. WU Mingyu, Vice-président de commission d'Etat pour la science et la technique (WM):

CFA a saisi occasion cet entretien pour souligner valeur de l'accord de coopération concernant utilisation pacifique d'énergie nucléaire signé matin du 12.11.86. A ensuite abordé question de négociation d'un accord cadre souhaité par Chine dans domaine coopération scientifique au sens large. CFA a donné assurance à WM que vœux Chine seraient transmis à Berne dès son retour.

Visite de courtoisie au premier ministre, M. Zhao Ziyang (Z):

Letzte
Zeile

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

M. Zhao, qui connaît la Suisse pour l'avoir visitée à la tête délé-
gation Sichuan, en 1979, s'est plu à mettre l'accent sur excellence
nos relations avec Chine.

Z a mis en évidence politique de réforme et d'ouverture pratiquée
par Chine et qui se poursuivra à long terme. S'est déclaré convain-
cu que cette orientation permettra à l'avenir un meilleur dévelop-
pement du pays. A cet effet, Z a encore relevé l'importance capi-
tale potentiel inexploité ouest chinois, soit 50 pour cent super-
ficie nationale, ajoutant que l'est du pays continuerait de soute-
nir le gros de l'effort développement jusqu'à la fin ce siècle.

Visite de courtoisie au Président LI:

Le Président LI a longuement reçu CFA au cours de cet entretien,
LI a analysé avec beaucoup de réalisme la situation actuelle de la
Chine. En soulignant la nécessité de ne pas répéter les erreurs du
passé. Il a fait l'apologie des qualités de la Suisse en matière
de technologie, avant de souligner la nécessité pour la Chine de
collaborer plus étroitement avec notre pays.

LI a décrit les objectifs à moyen et long terme de la Chine soit
la consolidation de l'ouverture en vue d'atteindre un niveau de
revenu moyen d'ici fin du siècle, dans la perspective de rejoindre
le peloton des pays développés au milieu du siècle prochain.

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Ministerkonferenz Rheinanlegerstaaten

Am 12.11. fand in Zuerich die kurzfristig von der Schweiz einberufene und von Bundespraesident Egli geleitete Konferenz zur Besprechung des Sandoz-Unfalles statt.

Die zustaeendigen Minister Frankreichs, der BRD und der Niederlande benutzten die Gelegenheit, um der Schweiz verspaetete und mangelhafte Informationen und ungenuegende Sicherheitsvorkehrungen vorzuwerfen. Der in der Schlusserklaerung erwaehte Ausfluss von Athrazin bei Ciba-Geigy gab Anlass zu zusaetzlichen heftigen Kritiken. Insbesondere die niederlaendische Vertreterin zeigte sich recht agressiv. Die innenpolitischen Bezuege der eingenommenen Positionen waren bei allen Vertretern offensichtlich.

Generell verlief die Sitzung aber sachlich. Der Hauptakzent wurde auf die Zukunft gerichtet (Unfallverhuetung, Alarmsystem, Handhabung der Krise). Die Schweiz wurde generell fuer ihre Bereitschaft zur Zusammenarbeit bei der durch den Unfall aufgezeigten Schwachstellen gelobt. Hier der Wortlaut der gemeinsamen Schlusserklaerung.

Quote ''

Die Kommission des zustaeendigen Minister der Rheinanliegerstaaten und der Vertreter der Europaeischen Gemeinschaft stellen uebereinstimmend fest, dass durch den Brand in Schweizerhalle das

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Oekosystem des Rheins stark geschaedigt und vermutlich fuer laengere Zeit gestoert wurde. Sie sind tief betroffen und teilen die Besorgnis der Oeffentlichkeit. Durch geeignete Massnahmen wollen sie erreichen, dass kuenftige Stoerfaelle vermieden oder doch zumindest deren Auswirkung auf den Rhein mit dem Einsatz der besten technischen Mittel verhindert wird.

Zielsetzungen des Treffens in Zuerich waren der Informationsaustausch zwischen den schweizerischen Behoerden und den Rheinanliegerstaaten, die Entgegennahme von weiteren Informationsbeduerfnissen durch die Schweiz und die Feststellung von Luecken und Schwachstellen bei der Vorsorge. In einem zweiten Teil galt es, Konsequenzen aus dem Grossbrand bei der Firma Sandoz AG in Schweizerhalle zu ziehen. So wurden zur Schliessung festgestellte Luecken auf nationaler Ebene Impulse gegeben und die Verbesserung der internationalen Zusammenarbeit diskutiert. Zur Sprache kam im weiteren auch eine Strategie zur Bewaeltigung des Schadenfalles.

Deutlich zu verstehen gaben die Minister, dass diese die Konferenz nicht als Schlüsselpunkt unter ein Schadenereignis, sondern als Beginn fuer weitere Arbeiten verstehen:

- So sollen die Auswirkungen des Stoerfalls auf den Rhein untersucht sowie ein verstaerktes Ueberwachungsprogramm definiert, ein Wiederherstellungsprogramm samt Finanzierung vorgeschlagen werden. Beauftragt mit diesen Arbeiten wurde die Internationale Kommission zum Schutze des Rheins (IKSR).

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

- Im Bereich der Vorsorge wurde unterstrichen, dass es gelte, konsequent durchzugreifen, auch wenn das mit Kosten verbunden sei. Insbesondere muessen Chemikalienlager inventarisiert und einer Risikoanalyse unterzogen werden. Zur Diskussion stehen hier auch bauliche Massnahmen wie Brandwaende, Sprinkleranlagen, Rueckhaltebecken fuer Loeschwasser, getrennte Lagerung von Stoffen, Dislozierung und Mengenbegrenzung bei den Lagern u.v.a.m.
- Automatische Anlagen sollen die Brandfrueherkennung und sofortige Brandbekaempfung ermoeeglichen. Bei der Brandbekaempfung sollen vorsorglich Plaene erstellt werden, welche bei den Loesch-einsaetzen auch dem Lagergut Rechnung tragen. Die Minister beauftragten deshalb die IKSR einerseits zu einer Bestandesaufnahme der technischen und rechtlichen Regelungen der Rheinanliegerstaaten bei Stoerfaellen und andererseits zu pruefen, inwieweit hier eine Harmonisierung notwendig ist. In diesem Zusammenhang haben die Minister von der Absicht der schweizerischen Behoerden Kenntnis genommen, ein Inventar der Chemikalienlager zu erstellen, ihre Uebereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen zu ueberpruefen und die Wirksamkeit der rechtlichen Bestimmungen im Vergleich zu den Seveso-Richtlinien der Europaeischen Gemeinschaft zu ueberpruefen.
- Die Minister wollen im weiteren den Warn- und Alarmplan Rhein ueberpruefen unter Beruecksichtigung der nationalen Alarmsysteme und gegebenenfalls sicherstellen, dass das von der Schweiz vorgeschlagene besondere Kommunikationsnetz fuer gewichtige Stoerfael-

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

le auf der Stufe der Regierungen bereitgestellt wird. Die IKSR wird beauftragt, die hiezu notwendigen Arbeiten umgehend aufzunehmen.

- Die Minister haben ausserdem die von einem schweizerischen Unternehmen verursachte deutliche Belastung des Rheins durch Atrazin erörtert und beschlossen, dass umgehende Prüfungen vorgenommen werden mit dem Ziel, Einleitungen von Atrazin in die Gewässer so weit wie möglich zu beschränken.

- Die an der Ministerkonferenz von Zürich ebenfalls vertretene EG-Kommission sagt zu, im Bereich ihrer Zuständigkeit an den diskutierten Massnahmen mitzuwirken. Hierzu wird sie insbesondere die vorhandenen Gemeinschaftsregelungen überprüfen und notwendigenfalls geeignete Initiativen ergreifen.

- Die Minister stimmten zu, dass im Rahmen der Expertenarbeiten in der Internationalen Rheinschutzkommission das Informationssystem der Europäischen Gemeinschaft und das Tovalop-System als mögliches Modell für die Zusammenarbeit unter den Rheinanliegerstaaten zur Begrenzung der Folgen chemischer Unfälle mit in Betracht gezogen wird.

- Die Delegation der Schweiz ist zu weiterführenden Gesprächen bereit, um die Fragen der Entschädigung einer raschen und gerechtfertigten Lösung zuzuführen. Sie gibt der bestimmten Hoffnung Ausdruck, dass die Fragen des Schadenersatzes und der Wiederherstellung des vor dem Unfall bestehenden Zustandes des Rheins auf gutlichem Weg erledigt werden kann. Bei der Beschaffung der hiezu notwendigen Grundlagen wirkt die IKSR mit.

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

- Die Minister wollen am 19. Dezember 1986 in Rotterdam erneut zusammentreffen, um die Lage zu evaluieren und die vorgelegten Vorschlaege zu pruefen und weiterfuehrende Beschluesse zu treffen.' 'unquote

2ème semaine CSCE Vienne

Deuxième semaine a été consacrée a ouverture du débat sur mise en oeuvre. La plupart des intervenants ont repris thèmes des discours de leur MAE de la semaine dernière. Bien peu ont fait usage droit de réponse malgré violence certaines critiques (contre URSS notamment). Il n'y a donc eu que peu d'échanges.

Côté ouest accent a été placé sur droits de l'homme tandis que suites CDE ont été quasiment ignorées (attente conclusions halifax). L'est a demandé que l'on passe rapidement au mandat désarmement et a souligné importance de l'accroissement des échanges économiques. A pratiqué politique de la tortue face aux critiques relatives aux droits de l'homme.

N + N (SFA + A) peu profilés et passe-partout. Délégation suisse prendra la parole semaine prochaine, une fois passé le creux actuel. Groupes de travail commencent leurs travaux lundi 17.

BRUNNER.

NNNN

Letzte
Zeile

184 150 000 24665	Datum: _____	Visum:
	Tel. intern _____	

T E I L IIMandat zur Ausarbeitung eines Stickstoffprotokolls

Das Exekutivorgan (EB) des Genfer Uebereinkommens vom 13. November 1979 über die weiträumige grenzüberschreitende Luftverschmutzung beschloss an seiner vierten Tagung (Genf, 11.-14.11.86), bis zur fünften Tagung im Jahre 1987 ein Protokoll über die Reduzierung der Stickstoffemissionen auszuhandeln.

Nach dem Protokoll über die Finanzierung des Europäischen Mess- und Bewertungssystem EMEP und dem an der dritten EB-Tagung in Helsinki am 8.7.85 verabschiedeten (aber noch nicht in Kraft getretenen) Protokoll über die Reduzierung der Schwefelemissionen um 30 % wird mit diesem dritten Zusatzprotokoll zum Uebereinkommen ein weiterer bedeutender, international abgestimmter Schritt zur Bekämpfung der Luftverschmutzung in Europa und Nordamerika unternommen.

Die mit der Aushandlung des Protokolls betraute Arbeitsgruppe wird keine leichte Aufgabe haben. Im Gegensatz zur Ausgangslage beim Schwefelprotokoll herrscht auch bei den gleichgesinnten westlichen Staaten noch keine Einigkeit über die grundsätzliche Verpflichtung (Ausmass der Reduzierung, Methode, Referenzjahr). Dann verlangen ost- und südeuropäische Staaten eine differenzierte, der Wirtschafts- lage und Umweltsituation einer Vertragspartei angepasste Regelung. Schliesslich wird die Sowjetunion die Schaffung von Mechanismen zur Erleichterung der Transfers von Technologie zur Reduzierung der Stickstoffemissionen zu erzwingen suchen.

Zu diesem letzten Punkt vertritt die Schweiz den Standpunkt, dass die Verfügbarkeit der Technologien ein wichtiges Element zur Emissionsverminderung darstellt, dass das Uebereinkommen zwar den Informationsaustausch über Technologien zur Bekämpfung der Luftverschmutzung fordert (Art. 8), dass jedoch das Exekutivorgan der Konvention und dessen Arbeitsgruppen nicht der geeignete Rahmen für Verhandlungen über Technologietransfer sind.

1.A.22.14.7.3. - HK/1sInterne VerteilerlisteBetrifft: **Wochentelex 47/86**

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Fetscherin (KSZE) Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer Herr Strauch	RUE BLI STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Lautenberg	MF SIN LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf	WER IND RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

1.A.22.14.7.3. - HR/ls

Ch 18. Nov. 86 14

V E R S A N D L I S T EBetrifft: Wochentelex 47/86 vertraulichDIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

Ch 18. Nov. 86 14

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Presse- und Informationsdienst

Bern, den 18. November 1986

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - HK/is

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 47/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Accra	- Den Haag	- Peking
- Addis Abeba	- Dublin	- Prag
- Algier	- Havanna	- Pretoria
- Amman	- Helsinki	
- Ankara	- Guatemala	- Rabat
	- Jakarta	
- Athènes	- Kairo	- Riad
	- Kinshasa	
- Bagdad	- Lagos	- Rome
- Bangkok	- Lissabon	- Santiago
- Beirut	- London	- Stockholm
- Bonn	- Luxemburg	
- Brasilia	- Madrid	- Teheran
- Brüssel	- Mexiko	- Tel Aviv
Botschaft + Mission)	- Moskau	- Tokio
- Budapest	- Nairobi	- Warschau
- Buenos Aires	- New Delhi	- Washington
- Bukarest	- New York/Swissobser	- Wien
- Canberra	- Ottawa	
- Caracas	- Oslo	
- Dar es Salaam	- Paris (auch OECD)	

- b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD,